



État islamique : l'autre menace

Philippe Bannier

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2017/2 Été**, PAGES 117 À 128

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9782365676830

DOI 10.3917/pe.172.0117

Date de mise en ligne : 12/06/2017

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2017-2-page-117?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

État islamique : l'autre menace

Par **Philippe Bannier**

Philippe Bannier est doctorant en science politique à Sciences Po Grenoble et à l'université de Nice-Sophia Antipolis. Il est l'auteur de *L'État islamique et le bouleversement de l'ordre régional*, Paris, Éditions du Cygne, 2015, et contributeur à *Mondeo*.

L'État islamique est aujourd'hui en recul en Irak et en Syrie. Il a cependant suscité l'adhésion de multiples branches et soutiens dans de nombreux pays. Inégaux dans leurs moyens, ces groupes représentent un nouveau défi dans un contexte international incertain, défi qui pourrait s'aggraver avec le recul de l'Ei au Proche-Orient et le retour dans leurs pays des djihadistes. Les régions d'Asie du Sud et du Sud-Est pourraient être particulièrement concernées.

politique étrangère

L'événement est pratiquement passé inaperçu, mais révèle la menace posée par l'État islamique (EI) : bien qu'il soit en déclin dans son bastion syro-irakien avec le début de la bataille de Mossoul le 17 octobre 2016 et l'annonce de l'offensive sur Raqqa le 6 novembre, le groupe djihadiste a occupé un mois et demi (du 26 octobre au 7 décembre 2016) la ville portuaire de Qandala, dans l'État autonome de Puntland, en Somalie. Une cinquantaine de djihadistes seraient parvenus à faire fuir les quelques soldats et officiers de l'armée présents dans la ville. Reprise le 7 décembre par les forces du Puntland, qui avaient pourtant annoncé que les djihadistes s'étaient retirés de Qandala le jour même de l'occupation de la ville, l'épisode montre bien la capacité de l'État islamique à tirer profit du vide laissé par un État et ses institutions.

Depuis l'automne 2014, l'Ei a étendu ses métastases du Maghreb à la péninsule arabe, en passant par l'Afrique de l'Ouest, le Caucase et la région Afghanistan/Pakistan. La force, les effectifs, les modes opératoires variant selon les régions. Selon la typologie de William McCants¹, de la Brookings Institution, on peut distinguer trois types de branches de l'Ei.

1. W. McCants, *The ISIS Apocalypse: the History, Strategy, and Doomsday Vision of the Islamic State*, New York, St. Martin's Press, 2015.

Le *proto-État*, en mesure de contrôler et administrer un territoire, à l’instar du bastion syro-irakien. Seule la branche libyenne d’avant mai 2016 – date à laquelle les milices de Misrata ont lancé leur offensive contre les djihadistes désormais chassés de leur territoire de Syrte et de ses environs – peut être classée dans cette catégorie. Le *groupe insurrectionnel*, lui, se caractérise par un contrôle territorial fluctuant et des fonctions administratives absentes ou presque. C’est le cas des branches égyptienne, afghane et africaine de l’Ouest (Boko Haram). Enfin, l’*organisation terroriste* agit uniquement dans la clandestinité : c’est le cas des branches saoudienne et russe, mais aussi yéménite – en témoigne l’attaque kamikaze du 24 janvier contre des combattants houthistes près de la ville d’Ibb².

La création d’un véritable « archipel³ » par l’État islamique éclaire l’étendue de ses ambitions (la mise en place d’un califat global), et l’ampleur de la menace pesant sur la sécurité internationale. Le groupe peut ainsi relativiser ses pertes dans un territoire donné par ses avancées dans un autre. Sa branche libyenne, qui semblait prometteuse, a été défaite en décembre 2016 avec la prise de Syrte, mais l’État islamique avait reconnu officiellement dès le 30 octobre sa branche au Mali : une des composantes du groupe Al-Mourabitoun dirigé par Mokhtar Belmokhtar, lié à Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI).

Branches reconnues par l’État islamique (hors Syrie/Irak)					
Zone d’activité	Date d’allégeance	Date de reconnaissance	Leader	Nom	Effectifs
Algérie	Septembre 2014	Novembre 2014	Inconnu depuis octobre 2016	Wilayat ⁴ al-Jazair	Quelques dizaines d’hommes
Libye, Tunisie	Octobre 2014	Novembre 2014	Abdel Qader Al-Najdi	Wilayat Libya (3 wilayats en son sein)	3 000 à 5 000 hommes
Égypte (Sinaï)	Novembre 2014	Novembre 2014	Abou Hajar Al-Hachemi	Wilayat Sinai	2000 hommes
Yémen	Inconnu	Novembre 2014	Abou Bilal Al-Harbi	Wilayat Yemen	200 à 300 hommes
Arabie Saoudite	Inconnu	Novembre 2014	Inconnu	Wilayat al-Haramayn, Wilayat Najd, Wilayat Hijaz	Quelques centaines d’hommes
Russie	Décembre 2014	Juin 2015	Inconnu depuis décembre 2016	Wilayat al-Qawkaz	Inconnu

2. SITE Intelligence Group, « IS Division in Yemen’s Ibb Governorate Claims Suicide Bombing at Houthi Checkpoint », 24 janvier 2017, disponible sur : <<https://ent.siteintelgroup.com>>.

3. A. Y. Zelin, « The Islamic State’s Archipelago of Provinces », The Washington Institute for Near East Policy, 14 novembre 2014, disponible sur : <www.washingtoninstitute.org>.

4. Wilayat, province contrôlée ou revendiquée par l’EI (NDLR.)

Zone d'activité	Date d'allégeance	Date de reconnaissance	Leader	Nom	Effectifs
Afghanistan et Pakistan	Janvier 2015	Janvier 2015	Inconnu depuis juillet 2016	<i>Wilayat Khorasan</i>	1 000 à 2 000 hommes
Nigeria, Burkina Faso, Niger, Cameroun, Tchad	Mars 2015	Mars 2015	Abou Moussab Al-Barnaoui	<i>Wilayat Gharb Afriqiya</i>	Plusieurs milliers d'hommes
Sahel	Mai 2015	Octobre 2016	Abou Walid Al-Sahraoui	<i>Wilayat Sahara</i>	Inconnu

Branches non reconnues par l'État islamique				
Zone d'activité	Date d'allégeance	Leader	Nom	Effectifs
Bande de Gaza	Février 2014	Abou Al-Walid	<i>Conseil des Moudjahidines des environs de Jérusalem</i>	Inconnu
Philippines	Juillet 2014	Isnilon Hapilon	<i>Dissidence d'Abou Sayyaf</i>	Quelques centaines d'hommes
Bangladesh	Août 2014	Inconnu depuis août 2016	<i>Inconnu</i>	Inconnu
Asie centrale	Août 2015	Ousmane Ghazi	<i>Mouvement islamique d'Ouzbékistan</i>	Plusieurs centaines d'hommes
Somalie	Octobre 2015	Abdulqadir Mumin	<i>Inconnu</i>	100 à 200 hommes

Source : Reuters, The Washington Institute for Near East Policy, Afghanistan Analysts Network, Wilson Center, The Wall Street Journal, The Long War Journal, ONU, Al-Monitor, CTC.

La constitution de branches officielles obéit à trois principaux objectifs. Le premier est de nature idéologique : il s'agit de mettre en place un califat mondial, unifiant l'*oumma*, la communauté des croyants. La propagande de l'EI met l'accent sur l'utopie qu'il prétend incarner⁵, en promettant la vie sous la loi religieuse et le paradis après la mort en martyr. Le deuxième objectif est politique : multiplier les foyers de conflit dans le monde pour disperser les efforts internationaux et les ressources de la politique contre-terroriste. De plus, ces branches sont autant de relais de la puissance de l'EI, qui a bâti son succès sur une dynamique de conquête⁶. Enfin, troisième objectif : contrôler de nouvelles ressources, financières, humaines et/ou naturelles, et disposer de nouveaux sanctuaires territoriaux si celui de Syrie et d'Irak venait à s'effondrer. Ce scénario fut évoqué lorsque la branche libyenne contrôlait une portion importante du territoire libyen autour de la ville de Syrte.

5. C. Winter, «The Virtual "Caliphate": Understanding Islamic State's Propaganda Strategy», Quilliam Foundation, juillet 2015, disponible sur : <www.stratcomcoe.org>.

6. P. Bannier, «Premier anniversaire du califat : état et perspectives de l'État islamique», *Confluences Méditerranée*, vol. 94, n° 3, 2015, p. 51-62.

L'éclatement de la menace est favorisé par la structure hybride de l'État islamique. Elle demeure centralisée dans la mesure où les hauts responsables décident de reconnaître une allégeance, ou donnent leur accord pour un attentat ; mais elle confère aussi une autonomie aux cadres locaux dans la planification d'actions terroristes. L'organisation permet aux leaders d'être informés des projets en cours, mais le soin est laissé aux responsables d'échelons inférieurs de s'organiser, ou de concentrer leurs efforts dans d'autres secteurs. Cette stratégie semble épouser celle d'Al-Qaïda qui, d'une structure centralisée dans les années 1990, est passée à une nébuleuse, « articulée autour d'un noyau symbolique auquel se rattachent des "franchises régionales" liées par des degrés de proximité variables⁷ ».

Bien qu'il ait appartenu à Al-Qaïda⁸, les enseignements du théoricien djihadiste syrien Abou Moussab Al-Souri – qui ont tiré les leçons des échecs d'Al-Qaïda de ces 15 dernières années⁹ – ont été repris par les dirigeants de l'EI, en particulier la priorité à accorder à une structure souple et réticulaire. Selon Al-Souri, la décentralisation de l'organisation djihadiste est d'abord un « choix imposé » par l'environnement de l'après 11 Septembre (pression accrue sur les groupes djihadistes, intensification de la lutte contre le financement du terrorisme, déploiements militaires au Moyen-Orient et ailleurs, etc.). Ainsi les trois niveaux de la nébuleuse d'Al-Qaïda post-2001 analysés par Dominique Thomas¹⁰ se retrouvent-ils aussi dans l'État islamique et son évolution. Le premier niveau est celui de l'aile historique (Al-Qaïda centrale/chefs de l'EI), qui constitue le leadership de l'organisation. Le deuxième niveau est celui des branches locales officielles, hors bastions d'origine : l'ensemble des branches reconnues de l'EI mentionnées ci-dessus, et des mouvements comme AQPA (Al-Qaïda dans la péninsule arabique) ou AQMI pour Al-Qaïda. Le troisième niveau constitue le cercle des sympathisants mobilisés pour la cause djihadiste et planifiant des attentats. Ces profils du « djihad individuel » ont mené des attentats meurtriers ces 15 dernières années, au nom d'Al-Qaïda (Madrid en 2004, Londres en 2005), ou au nom de l'État islamique (Nice en juillet 2016).

Un événement est venu rappeler le danger des branches de l'EI : le bombardement américain, en janvier 2017, au sud-ouest de Syrte, d'individus soupçonnés de planifier des attentats en Europe – selon Ashton

7. D. Thomas, *Génération djihadistes. Al-Qaïda-État islamique, histoire d'une lutte fratricide*, Paris, Michalon éditeur, 2016, p. 14.

8. Voir le magazine anglophone de l'EI, *Dabiq*, n° 14, avril 2016, p. 40.

9. G. Kepel, *Terreur et martyre. Relever le défi de civilisation*, Paris, Flammarion, 2008.

10. D. Thomas, *Génération djihadistes*, op. cit., p. 17-19.

Carter, ex-secrétaire à la Défense de l'administration Obama¹¹. Ayant causé la mort de 80 djihadistes, cette frappe aurait été liée à l'attentat de Berlin du 19 décembre 2016. L'enquête sur son auteur, Anis Amri, a suggéré qu'il aurait eu des liens avec des djihadistes en Syrie, en Irak, mais aussi en Libye, deux numéros de téléphone libyens ayant été retrouvés par les services fédéraux de renseignement allemands (BND)¹². La présence d'une branche de l'EI dans un pays peut donc avoir des répercussions sur les pays occidentaux, mais aussi et surtout sur la sécurité des pays voisins. La branche libyenne a entraîné dans des camps situés à l'ouest de la Libye des djihadistes qui ont commis des attentats en Tunisie (musée du Bardo en mars 2015, Sousse en juin 2015¹³). Un membre de la branche saoudienne de l'EI a perpétré un attentat-suicide dans une mosquée chiite du Koweït voisin en juin 2015.

L'État islamique et ses branches : reconnaissance et gestion

Des remous autour de la reconnaissance des branches

Depuis sa proclamation en juin 2014, l'État islamique a changé de politique de reconnaissance des groupes qui souhaitent le rejoindre. Au sommet de sa force à l'automne 2014, il en a reconnu toute une série qui lui avaient prêté allégeance quelques mois auparavant : en Algérie, en Libye, dans le désert égyptien du Sinaï, en Arabie Saoudite, au Yémen. Ce qui lui a permis d'engranger des soutiens du Maghreb aux pays du Golfe et de disputer à Al-Qaïda le leadership sur le djihad globalisé.

Il semblerait que cette stratégie de reconnaissance systématique des groupes faisant allégeance ait suscité des remous parmi les responsables de l'EI. Abou Al-Masri aurait mis en garde contre les dégâts potentiels que ces branches pourraient causer à la crédibilité de l'EI en cas d'échec, et il aurait été arrêté depuis par les hauts dirigeants du groupe¹⁴. Suite aux difficultés de certaines branches, les djihadistes auraient manifesté plus de prudence, exigeant que certaines conditions soient remplies. Ce qui expliquerait que certains groupes qui se distinguent pourtant par leur activisme n'aient toujours pas été reconnus, aux Philippines

11. A. Carter, « Department of Defense Press Briefing by Secretary Carter and Pentagon Press Secretary Peter Cook in the Pentagon Briefing Room », 19 janvier 2017, disponible sur : <www.defense.gov>.

12. P. Cruickshank et N. Robertson, « US Bombing in Libya Was Linked to Berlin Truck Attack », *CNN*, 24 janvier 2017, disponible sur : <<http://edition.cnn.com>>.

13. Selon une étude du Centre tunisien de la recherche et des études sur le terrorisme, 70 % des djihadistes tunisiens seraient passés par des camps d'entraînement en Libye. Voir sur : <<https://inkyfada.com>>.

14. A. Al-Tamimi, « Dissent in the Islamic State: Abu al-Faruq al-Masri's "Message on the Manhaj" », *Combating Terrorism Center*, 31 octobre 2016, disponible sur : <www.ctc.usma.edu>.

ou au Bangladesh, ou que d'autres n'aient été reconnus que tardivement, comme la branche sahélienne en octobre 2016, un an et demi après sa déclaration d'allégeance. Si les chefs de l'EI jugent que le régime en place est solide, qu'un groupe concurrent est déjà bien implanté, que la polarisation des identités religieuses n'est pas assez avancée, ou que le groupe n'est pas assez organisé, s'ils ne voient pas de possibilité de croissance pour une branche, ils ne reconnaissent pas la déclaration d'allégeance.

On remarque pourtant que l'État islamique suit de près le développement des groupes qui lui font allégeance. Au Bangladesh existe une cellule de l'EI particulièrement active, qui a notamment revendiqué des assassinats ciblés et une prise d'otages dans un restaurant fréquenté par la communauté expatriée à Dacca ayant fait 24 morts, le 1^{er} juillet 2016. Dans le n° 14 de son magazine anglophone *Dabiq* d'avril 2016, l'EI a réalisé une interview d'Abou Ibrahim Al-Hanif, leader de la cellule. On y déchiffre l'encouragement de l'État islamique à développer une branche jugée sans doute encore insuffisante pour gagner la reconnaissance officielle. L'idée d'une reconnaissance n'est pas exclue, comme l'explique Al-Hanif : « Le Bangladesh est une région importante pour le califat et le djihad global, du fait de sa position stratégique. Il est situé sur le flanc est de l'Inde, tandis que la *wilayat* Khorasan est située sur son flanc ouest. Ainsi, disposer d'une base solide pour le djihad au Bangladesh facilitera des attaques en Inde depuis ses deux flancs, et y créera les conditions du chaos avec l'aide des groupes locaux existants. » Ainsi, la position stratégique occupée par le Bangladesh, combinée aux ambitions globales de l'EI laisse-t-elle prévoir une future reconnaissance.

Gestion des branches et politique de confiance

En décembre 2015, de nouvelles tensions sont apparues dans des documents rendus publics par la branche yéménite de l'organisation djihadiste. Dans une lettre au calife Abou Bakr Al-Baghdadi, de nombreux responsables et soldats de cette branche dénonçaient le mauvais comportement de leur chef, le manque de préparation des opérations militaires et l'absence de stratégie, tout en réaffirmant leur allégeance au calife de l'EI¹⁵. La réaction des leaders djihadistes aurait été véhémente, considérant que la remise en question d'un chef désigné par Al-Baghdadi équivalait à le contester lui-même. Ces dissidents auraient été exclus du groupe, ce qui a probablement affecté son développement dans le pays.

15. A. Al-Tamimi, « Dissent in the Islamic State's Yemen Affiliates: Documents, Translation and Analysis », 29 février 2016, disponible sur : <www.aymennjawad.org>.

L'épisode rappelle qu'au-delà du contexte local, favorable ou non à l'implantation, la rencontre physique et la connaissance mutuelle entre responsables basés à Raqqa ou à Mossoul et chefs de la branche extérieure, sont les ingrédients clé d'une implantation réussie¹⁶. Les dirigeants de Syrie et d'Irak s'assurent ainsi de personnes de confiance, plutôt que d'opportunistes voulant profiter de la « marque », et la branche locale bénéficie en retour de moyens financiers importants. Par ailleurs, l'EI profite des actions terroristes de ses branches sans investissement majeur, comme le montre l'attentat contre l'avion russe dans le Sinaï, qui a tué 224 personnes et a été revendiqué par la branche égyptienne du groupe djihadiste.

De ce point de vue, il n'est pas anodin que la branche de l'EI ayant le plus « réussi » soit celle de Libye. Elle aurait été fondée au printemps 2014 par des vétérans de la brigade Al-Battar de l'État islamique, unité d'élite composée pour l'essentiel de combattants libyens, mais qui a accueilli aussi de nombreux djihadistes francophones, comme Abdelhamid Abaaoud, le coordinateur des attentats du 13 novembre 2015 en France¹⁷. La Libye était alors un terreau favorable à une implantation durable : chaos politique et sécuritaire depuis l'intervention militaire de 2011, et abondance des ressources pétrolières. Il y a donc un lien entre le succès de cette branche (jusqu'en 2016 elle a mis en place une véritable administration à Syrte et dans sa région, similaire à ce que l'on a pu voir en Syrie et en Irak¹⁸), et le fait que sa création ait été pensée et organisée par la hiérarchie de l'EI.

Perspectives des branches locales de l'État islamique

Potentiels de développement et obstacles

Dans un contexte de fragilisation et de fragmentation des États du Moyen-Orient depuis 2011, on s'aperçoit que l'État islamique lui-même, et ses branches hors Syrie et Irak, se sont développés dans des territoires aux conditions favorables. On y retrouve principalement des États faillis (Syrie, Irak, Libye, Yémen, Afghanistan, Mali), des régions abandonnées par l'État central (désert du Sinaï, région montagneuse du nord de l'Algérie) ; des États minés par de fortes tensions sociales, la corruption (Arabie Saoudite, Bangladesh), une forte polarisation confessionnelle (Syrie, Irak, Yémen, Arabie Saoudite), le ralliement de groupes djihadistes établis (Libye, Sinaï, Nigeria avec Boko Haram), ou encore des dissidences de groupes djihadistes

16. C. Watts, « When the Caliphate Crumbles: the Future of the Islamic State's Affiliates », *War on the Rocks*, 13 juin 2016, disponible sur : <<https://warontherocks.com>>.

17. C. Colquhoun, « Tip of the Spear? Meet ISIS' Special Operations Unit, Katibat al-Battar », *Bellingcat*, 16 février 2016, disponible sur : <www.bellingcat.com>.

18. A. Y. Zelin, « The Islamic State's Territorial Methodology », The Washington Institute for Near East Policy, Research Note n° 29, janvier 2016, disponible sur : <www.washingtoninstitute.org>.

existants (Al-Shabaab en Somalie, AQPA au Yémen, AQMI au Sahel, talibans en Afghanistan et au Pakistan, Émirat du Caucase en Russie, Abou Sayyaf aux Philippines). La stratégie qui conjugue conflit local et ambitions globales du groupe djihadiste, profite des tensions existantes dans les sociétés, et les exploite pour en faire de nouvelles ressources. Ce scénario est à l'origine de l'extension de ce qui s'appelait alors l'«État islamique en Irak» à la Syrie en 2011¹⁹ : les djihadistes ont su tirer profit du climat de violence, de l'anarchie consécutive au retrait de l'État syrien de certaines régions, des divisions de ses adversaires et des tensions communautaires pour s'imposer²⁰.

La concurrence entre groupes armés

Les succès retentissants de l'État islamique en 2014-2015, conquêtes territoriales ou attentats meurtriers, ont suscité l'inquiétude non seulement des gouvernements régionaux et occidentaux, mais des groupes concurrents, tels Al-Qaïda et ses franchises, et de groupes armés soucieux de conserver leur influence. Pour brider toute concurrence, nombre de ces groupes, djihadistes ou non, combattent toute tentative d'implantation d'une cellule de l'État islamique dans leur zone d'action. Ainsi, en Afghanistan, les talibans veillent à ce que la branche de l'État islamique locale ne se développe pas : elle est composée de commandants et combattants talibans ayant fait défection, et a violemment critiqué l'approche nationaliste et clanique de ces talibans et de leurs chefs²¹. En Libye, l'expansion de la branche locale de l'EI vers l'ouest de Syrte a conduit certaines milices, comme les brigades de Misrata, à réagir. Entre mai et décembre 2016, les combattants de cette ville portuaire ont mené l'offensive contre le siège de l'ex-bastion kadhafiste où étaient retranchés les djihadistes. Mais, signe de la porosité idéologique entre groupes djihadistes, on observe une certaine fluidité des alliances, en fonction des évolutions politiques et militaires d'un pays : en témoigne le rapprochement esquissé en Libye entre les restes de la branche de l'EI et le groupe Al-Mourabitoun dirigé par Mokhtar Belmokhtar et lié à AQMI²².

Dans d'autres pays, le Yémen ou la Somalie, le maintien d'AQPA et des Shabaab dans le giron d'Al-Qaïda, malgré les tentatives d'approche du groupe d'Abou Bakr Al-Baghdadi, a contribué à limiter le développement

19. Pour plus de détails sur l'histoire récente de l'EI, voir P. Bannier, *L'État islamique et le bouleversement de l'ordre régional*, Paris, Éditions du Cygne, 2015.

20. A. Lund, «Why Islamic State Is Losing, and Why it Still Hopes to Win», The Century Foundation, 17 juin 2016, disponible sur : <<https://tcf.org>>.

21. L. McNally, A. Amiral, M. Weinbaum et A. Issa, «The Islamic State in Afghanistan: Examining its Threat to Stability», Middle East Institute, mai 2016, disponible sur : <www.mei.edu>.

22. M. Mémier, «AQMI et Al-Mourabitoun : le djihad sahélien réuni ? », *Études de l'Ifri*, Ifri, janvier 2017, disponible sur : <www.ifri.org>.

des branches locales de l'EI. Toutefois, les éliminations de dirigeants d'AQPA par drones ces dernières années pourraient avoir un impact à moyen terme sur les capacités de l'organisation, et permettre à l'EI d'en profiter, ainsi que de la polarisation confessionnelle croissante du Yémen dans un contexte de guerre civile internationalisée²³. Quant à la Somalie, une branche de l'EI a pu y occuper une ville pendant un mois et demi, exploitant les faiblesses de l'État en place et les tensions locales²⁴.

Par ailleurs, le déclin de la branche libyenne de l'EI pourrait inciter les autres branches à la prudence, et à redéfinir leur stratégie en fonction des dynamiques locales, de la force de la répression et de la probabilité d'une intervention internationale. La constitution d'un sanctuaire territorial entraîne une exposition importante. Dans le cas libyen, quand l'EI a conquis une portion importante de la côte méditerranéenne, diffusé des vidéos d'exécution de chrétiens, et entraîné des combattants pour des attentats dans la Tunisie voisine, les milices ont réagi avec le soutien des pays occidentaux et quasiment défait les djihadistes. Mais à l'instar du désert du sud-ouest irakien, le désert libyen offre un refuge pour attendre des jours meilleurs, comme le rappelle le chef de la province de Tripoli dans une interview au magazine de l'EI *Rome* en décembre 2016²⁵. On ne peut donc exclure un retour de la branche libyenne de l'EI, d'autant que la situation politique et sécuritaire du pays ne semble guère s'améliorer.

Une « diaspora de la terreur » ?

L'idéologie de l'État islamique survivra-t-elle à ses défaites en Syrie et en Irak ? Même en cas de disparition d'un sanctuaire territorial, et de retour à une stratégie de guérilla, l'idéologie au nom de laquelle des milliers d'individus se sont mobilisés ne s'effacerait pas. Les combattants étrangers qui ont rejoint physiquement l'EI, ou mené des attaques dans des pays tiers, constituent une menace de long terme. Auréolés de leur gloire d'anciens combattants, rompus aux techniques militaires, ils pourront mettre leur expérience au service des branches de l'EI, leur donnant une dimension plus professionnelle.

Dans son étude sur les djihadistes français de retour des territoires contrôlés par l'État islamique, David Thomson montre bien que l'écrasante majorité d'entre eux sont des déçus, mais pas des repentis.

23. L. Bonnefoy, « Appliquer le modèle de l'État islamique au Yémen ? », *Orient XXI*, 26 août 2014, disponible sur : <http://orientxxi.info>.

24. A. Khalif et Z. Yusuf, « The Islamic Threat in Somalia's Puntland State », International Crisis Group, 17 novembre 2016, disponible sur : www.crisisgroup.org.

25. *Rome*, n° 4, mis en circulation le 7 décembre 2016, p. 12.

Ils peuvent être déçus par l'organisation politique EI, mais pas par son idéologie²⁶. Le 27 juillet 2016, le directeur du FBI, James Comey, pointait le risque de l'émergence d'une « diaspora de la terreur ». Commentant cette expression, le groupe Soufan écrit : « Le croisement d'individus inspirés par l'État islamique et le retour des vétérans du groupe djihadiste dans leurs pays d'origine génèrent une menace sans précédent, tant par son ampleur que par sa portée²⁷. »

L'Asie du Sud et du Sud-Est dans le viseur des djihadistes

Depuis 2014, ses succès territoriaux en Irak et en Syrie, sa proclamation du califat et l'assassinat de journalistes et humanitaires occidentaux, l'État islamique a changé de dimension pour devenir un mouvement global et, à l'instar d'Al-Qaïda, est devenu une « marque », sorte de label dont s'emparent groupes et militants à travers le monde. Le continent asiatique n'y a pas échappé, en particulier l'Asie du Sud-Est où se sont implantés de nombreux groupes djihadistes. Un rapport de la Fondation Quilliam voit dans la présence de l'EI en Asie du Sud – notamment en Afghanistan, au Pakistan et en Inde – un « facteur de déstabilisation idéologique », en rappelant qu'il ne faut pas sous-estimer ses capacités de nuisance au plan sécuritaire²⁸. Les derniers mois ont confirmé que la menace dépassait la simple déstabilisation idéologique : le groupe djihadiste a revendiqué les attentats meurtriers contre le sanctuaire soufi de la province de Sindh au Pakistan le 16 février (plus de 90 morts), et contre l'hôpital militaire le plus sécurisé de Kaboul le 8 mars dernier – hôpital pris d'assaut par cinq djihadistes après l'explosion d'un véhicule piégé.

La faiblesse des liens entre les hauts responsables de l'EI et leurs partisans en Asie – notamment du Sud-Est –, ajoutée à la distance la séparant du Moyen-Orient, ne favorisent pas l'attraction de milliers de combattants étrangers, comme ces dernières années en Syrie et en Irak. Mais l'attraction idéologique de l'EI sur de nombreux groupes armés, en particulier aux Philippines²⁹, et les problèmes structurels des prisons indonésiennes où les djihadistes ne cessent de recruter³⁰, constituent de réels motifs d'inquiétude pour la région. Le retour dans leur région de combattants originaires

26. D. Thomson, *Les Revenants*, Paris, Seuil, 2016.

27. « A Diaspora of Terror », The Soufan Group, 28 juillet 2016, disponible sur : <www.soufangroup.com>.

28. E. Beevor et N. Malik, « South Asia Militant Groups and Global Jihad in 2015 », Quilliam Foundation, juin 2015, disponible sur : <www.quilliaminternational.com>.

29. « Pro-ISIS Groups in Mindanao and their Links to Indonesia and Malaysia », Institute for Policy Analysis of Conflict, rapport n° 33, 25 octobre 2016, disponible sur : <www.understandingconflict.org>.

30. « Update on Indonesian Pro-ISIS Prisoners and Deradicalisation Efforts », Institute for Policy Analysis of Conflict, rapport n° 34, 14 décembre 2016, disponible sur : <www.understandingconflict.org>.

de ces pays – leur nombre est estimé à au moins 600³¹, sans compter les enfants endoctrinés dans les écoles de l'EI³² – pourrait donner une nouvelle dimension à des conflits locaux hautement inflammables.

La défaite désormais imminente de l'État islamique à Mossoul, et la préparation de l'offensive sur Raqqa, ne doivent pas occulter deux faits essentiels : l'État islamique ne se limite pas à la Syrie et à l'Irak, et il a réussi à tisser un large réseau de soutiens dans de nombreux pays, qui constituent tous une menace pour la sécurité internationale. Le fait que ses branches extérieures n'aient pas aujourd'hui la même puissance qu'en Irak et en Syrie ne doit pas conduire à sous-estimer leur potentiel de développement dans leurs pays, dont beaucoup réunissent les critères qui ont été à l'origine du succès irako-syrien. Avant d'être un proto-État, l'EI est une idéologie, un «nuage radioactif» dirait l'islamologue Rachid Benzine³³, qui irradie une masse considérable d'individus à travers le monde, qui se l'approprient avant de passer à l'acte en son nom. Analystes et acteurs de l'antiterrorisme doivent donc élaborer une stratégie souple prenant en compte les variables politique, sociale et idéologique pour contrer cette menace.

L'EI, «nuage radioactif»

La myriade de cellules terroristes dont dispose l'EI hors de son bastion syro-irakien sont de tailles variables : elles appellent donc des réponses adaptées au contexte local. Leurs capacités de nuisance, leurs potentialités de développement, dépendent de plusieurs éléments, dont la solidité de l'État en place, et la présence (ou non) de groupes insurrectionnels concurrents. Par exemple, les talibans, installés en Afghanistan depuis plusieurs décennies, semblent prévenir l'apparition de tout nouveau groupe concurrent. La Russie a même établi des contacts indirects avec le mouvement taliban, qu'elle considère désormais comme un rempart contre la menace de l'EI dans le pays³⁴.

L'enjeu essentiel est celui du retour des combattants de Syrie et d'Irak dans leurs pays d'origine, à l'instar de ce qui s'était passé avec Al-Qaïda dans les années 1990 et après les attentats du 11 Septembre. Le groupe

31. J. Chinyong, «ISIS In the Pacific: Assessing Terrorism in Southeast Asia and the Threat to the Homeland», Brookings Institution, 27 avril 2016, disponible sur : <www.brookings.edu>.

32. H. Johnson et B. Soloway, «ISIS Is Training Indonesian "Cubs of the Caliphate" to Kill for the Cause», *Foreign Policy*, 19 mai 2016, disponible sur : <<http://foreignpolicy.com>>.

33. R. Benzine, «Les déchirements français font partie du plan de Daech», *Le Monde*, 25 juillet 2016, disponible sur : <www.lemonde.fr>.

34. T. Joscelyn, «Russia's New Favorite Jihadis: the Taliban», *The Daily Beast*, 3 janvier 2017, disponible sur : <www.thedailybeast.com>.

djihadiste avait alors opté pour une structure décentralisée, où la distance géographique entre les zones tribales et montagneuses du Pakistan et d'Afghanistan et la zone du Sahel et l'ouest du Yémen était compensée par des liens personnels et de confiance, tissés dans les années 1980 durant la guerre d'Afghanistan. Selon le même modèle, des combattants étrangers aguerris et ayant la confiance des chefs de l'EI pourraient rejoindre leurs pays, donner une nouvelle dimension aux cellules existantes, et organiser des attentats plus importants, en coordination avec les chefs de l'EI restés dans les déserts syrien et irakien.

Un autre scénario serait la réintégration progressive des combattants de l'EI au sein des brigades d'Al-Qaïda. Dans les combattants de la branche afghane de l'EI, ou de la branche yéménite ou somalienne, on retrouve essentiellement des déserteurs, des talibans, d'AQPA et d'Al-Shabaab. En cas de défaite de l'EI en Irak et en Syrie, ces embryons de cellule pourraient être tentés de contracter des alliances avec des brigades de leurs groupes d'origine, à l'instar de ce que l'on observe en Libye. Quel que soit le scénario privilégié, il faudra prendre en compte la résilience de l'État islamique, en Syrie, en Irak ou ailleurs, et sa capacité à s'adapter aux stratégies de l'antiterrorisme.



Mots clés

État islamique
Al-Qaïda
Terrorisme
Moyen-Orient